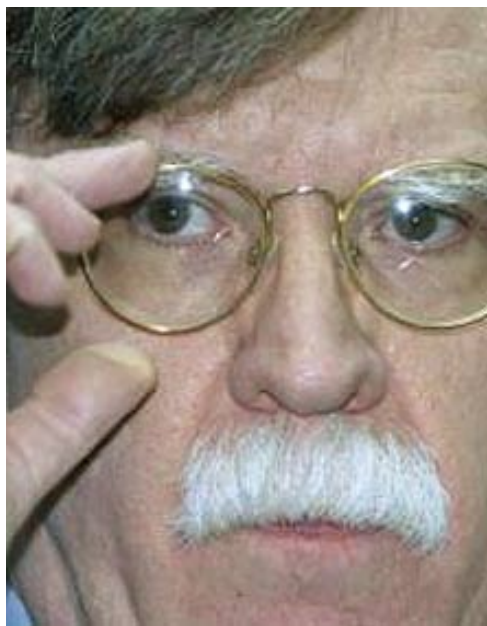


FAUCONNERIE

## John Bolton et le désarmement par la guerre



Militant d'extrême droite évoluant dans l'ombre de Dick Cheney, John Bolton fut un obscur sous-secrétaire d'État de l'administration Bush I. Il attend une promotion dans le gouvernement Bush II. Partisan de la dissolution de l'ONU et du démantèlement des traités de désarmement, il souhaite pousser les États-Unis à livrer des guerres préventives pour désarmer les États islamistes ou communistes, à commencer par l'Iran, la Syrie et la Corée du Nord.

page 2

### Laisser Sharon faire le sale boulot

TRIBUNES LIBRES  
INTERNATIONALES

Alors qu'Ariel Sharon rappelle les grandes lignes de son plan de désengagement de Gaza, son opposant Yossi Beilin explique pourquoi il ne fera pas tomber son gouvernement à la Knesset bien qu'il accuse le Premier ministre d'être responsable de tous les maux d'Israël. M. Beilin estime en effet qu'il est possible de « détourner » le plan d'Ariel Sharon. Un choix qui trahit en réalité un autre but : laisser faire le sale boulot par le Likoud.

page 6

REPÈRE : 1ER DÉCEMBRE 1871

### Les Européens : la race des maîtres du monde

Le philosophe rationaliste Ernest Renan écrit, en 1871 dans *La nécessaire réforme de la France* : « Une nation qui ne colonise pas est irrévocablement vouée au socialisme, à la guerre du riche au pauvre. La conquête d'un pays de race inférieure, par une race supérieure, qui s'y établit pour le gouverner, n'a rien de choquant... Autant les conquêtes entre races égales doivent être blâmées, autant la régénération des races inférieures par les races supérieures est dans l'ordre providentiel de l'humanité. L'homme du peuple est presque toujours chez nous un noble déclassé ; sa lourde main est mieux faite pour manier l'épée que l'outil servile... Versez cette dévorante activité sur des pays qui comme la Chine, appellent la conquête étrangère... chacun sera dans son rôle. La nature a fait une race d'ouvriers ; c'est la race chinoise, d'une dextérité de main merveilleuse sans presque aucun sentiment de l'honneur... gouvernez-la avec justice... elle sera satisfaite ; - une race de travailleurs de la terre, c'est le nègre, soyez bon pour lui et humain et tout sera dans l'ordre ; - une race de maîtres et de soldats, c'est la race européenne. » ■



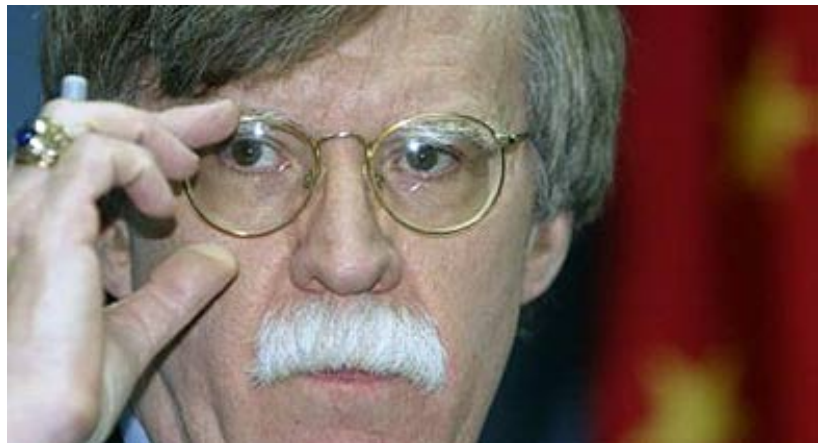
### SAUF COUP DE THÉÂTRE, LA CONSTITUTION DE L'ALABAMA RESTERA SÉGRÉGATIONNISTE

Eux-mêmes ont du mal à y croire. Ils se rassurent en évoquant la méfiance foncière des électeurs de l'Alabama vis-à-vis des amendements constitutionnels, leur crainte de voir les taxes augmenter dans l'éventualité que l'État finance des écoles publiques, etc. pour justifier le vote d'extrême droite du 2 novembre. Les Noirs de l'Alabama, l'un des États les plus inégalitaires et racistes de la « Bible Belt » (« ceinture biblique »), doivent néanmoins se rendre à l'évidence : lundi prochain, le recompte des 1,38 millions de bulletins qui, au premier décompte du 2 novembre, exprimaient un refus des amendements par 1 850 voix d'avance, ne changera probablement rien. Pas d'amendement donc pour cette constitution de 310 000 mots (40 fois la longueur de celle des États-Unis) qui impose des écoles séparées pour « les enfants blancs et les enfants de couleur », interdit explicitement d'assurer à quiconque un droit à l'éducation et fait toujours mention de la « taxe de vote » qui a longtemps forcé les plus pauvres à choisir entre voter et manger. Au niveau national, beaucoup d'experts constatent d'ailleurs un net retour de la ségrégation raciale à l'école. ■

Fauconnerie

# John Bolton et le désarmement par la guerre

**Militant d'extrême droite évoluant dans l'ombre de Dick Cheney, John Bolton fut un obscur sous-secrétaire d'État de l'administration Bush I. Il attend une promotion dans le gouvernement Bush II. Partisan de la dissolution de l'ONU et du démantèlement des traités de désarmement, il souhaite pousser les États-Unis à livrer des guerres préventives pour désarmer les États islamistes ou communistes, à commencer par l'Iran, la Syrie et la Corée du Nord.**



Né le 20 novembre 1948 à Baltimore, John R. Bolton milite déjà à l'extrême droite pendant ses études universitaires. Il fait partie du comité de campagne de Barry Goldwater, en 1964. Après avoir passé un diplôme de droit à l'université de Yale, il entre dans un cabinet d'avocats. Il milite alors pour Jesse Helms. Il met à profit ses connaissances juridiques pour créer un Club parlementaire qui sert au financement des campagnes du sénateur raciste de Caroline du Sud en détournant la loi sur les donations politiques. Une opération efficace qui ne donnera lieu qu'à une amende de 10 000 dollars de la Commission fédérale électorale (FEC).

Au début de l'ère Reagan, il entre dans la fonction publique comme conseiller

de l'**US Agency for International Development (USAID)**. Il retourne dans son cabinet d'avocat, puis à nouveau à l'**USAID** comme administrateur adjoint des programmes et de la coordination politique. En 1989, Edwin Messe, nommé attorney general par **Ronald Reagan**, l'appelle comme adjoint au département de la Justice, sur les conseils du sénateur Jesse Helms. Il s'applique avec zèle à étouffer toutes les instructions sur les trafics de drogue de l'affaire Iran-Contra impliquant des élus républicains. C'est le vrai début de sa carrière politique. Sous la présidence de George H. Bush, il devient assistant pour les organisations intergouvernementales du secrétaire d'État, **James A. Baker III**, puis Lawrence S. Eagleburger.

Lorsque les démocrates reprennent la Maison-Blanche, avec Bill Clinton, John Bolton se replie sur un cabinet d'avocat qu'il fonde avec des associés : Lerner, Reed, Bolton & McManus. Surtout, il se rapproche de **Dick Cheney**, le patron du Parti républicain.

En 1995, John R. Bolton accepte la présidence du National Policy Forum (NPF), une émanation du Parti qui, sous l'apparence d'un think-tank exonéré d'impôts, servait en réalité à collecter des financements occultes [1]. Grâce à des complicités bancaires, le Forum fait entrer dans les caisses du Parti des millions de dollars sous forme de prêt dont le remboursement n'est jamais exigé. Il bénéficie surtout des dons d'Ambrous Young, un milliardaire d'Hong Kong, et de la Pacific Cultural Foundation, un paravent mis en place par le **révérend Moon** pour le compte du gouvernement de Taiwan [2]. En 1996, il organise une grande conférence au cours de laquelle des lobbyistes pourront avoir accès aux parlementaires républicains. L'entrée est fixée à 25 000 dollars, suscitant des plaintes pour racket [3].

John Bolton accepte des honoraires annuels de 30 000 dollars des fonds secrets du gouvernement taïwanais pour des études sur les relations entre l'ONU et les « deux » Chine [4].

John R. Bolton s'implique aussi dans de vrais think tanks. En 1993, il est chercheur au Hudson Institute de Dan Quayle. Puis, Dick Cheney le fait nommer vice-président de l'**American Enterprise Institute**. Au sein de l'Institut, il participe activement à la création du Projet pour un nouveau siècle américain (PNAC), le groupe chargé de rédiger le programme du premier mandat de George W. Bush. C'est donc tout naturellement qu'après la victoire, Dick Cheney l'impose comme sous-secrétaire d'État en charge du contrôle des armes et de la sécurité internationale, avec comme mission particulière de surveiller Powell en qui les faucons n'ont aucune confiance.

Homme cultivé, au charmant goût anglais, M. Bolton est connu pour son franc-parler et ses colères. Dans ses diverses positions au département de la Justice et au département d'État, il n'a cessé de brocarder les institutions internationales en général et la Justice internationale en particulier.

Violemment opposé à l'ONU, il a fait scandale en déclarant, en 1994 lors d'une table ronde organisée par la World Federalist Association, qu'avec ses 38 étages le bâtiment de l'ONU à New York était encombrant et que l'on pourrait en raser une dizaine sans désagrément. Aux côtés de Jesse Helms, il milite pour que le retrait des États-Unis de l'ONU et encourage les parlementaires républicains à ignorer cette institution.

Déjà opposé à la prétention du droit international à régir les relations entre les États, il l'est encore plus à l'idée qu'il puisse sanctionner des individus. Il milite donc contre le Tribunal pénal international, qu'il qualifie d'« *idée produite par le romantisme d'esprits confus, non seulement naïve, mais dangereuse* » [5].

En matière de politique étrangère, il fait une fixation sur les États communistes : Chine, Corée du Nord, Cuba.

Il multiplie les déclarations pour la reconnaissance de l'indépendance de Taiwan et contre la Chine continentale.

En juillet 2003, lors des négociations hexapartites pour la dénucléarisation de la Corée du Nord, il déclare aux diplomates nord-coréens que leur président Kim Jong Il est un « *dictateur tyrannique* » et que « *la vie dans leur pays est un cauchemar infernal* ». L'ambassadeur lui répond qu'il n'est qu'un « *rebut de l'humanité et une sangsue* », puis, clôt cet échange d'amabilités et la négociation. Celle-ci ne reprendra qu'une fois que les États-Unis auront désigné un autre représentant [6].

Enfin, à propos de Cuba, à la consternation des experts et sans le moindre élément de preuve, il accuse Fidel Castro de développer des armes biologiques.

Il n'apprécie pas plus la révolution chiite et assure lors d'une audition parlementaire que l'Iran et la Syrie menacent le monde avec des armes de destruction massive [7]. Des imputations démenties par la CIA.



En tant que sous-secrétaire d'État en charge du contrôle des armes et de la sécurité internationale, il s'applique à la fois à dégager les États-Unis des traités internationaux et à impliquer les alliés dans des systèmes de sécurité collective.

Il sabote la Convention sur les armes biologiques [8] et s'exclame avec satisfaction devant ses collègues médusés : « *Elle est morte, morte, morte, et ne comptez pas sur moi pour la ranimer !* ».

Il milite pour le retrait unilatéral de la signature US du traité de désarmement avec la Russie et se réjouit lorsque le président George W. Bush passe à l'acte et relance le programme de « *guerre des étoiles* ».

Il impose aux alliés l'Initiative de sécurité contre la prolifération des armes de destruction massive (Proliferation Security Initiative - PSI), dont l'objet est d'assurer le contrôle des espaces communs (océans, air) par la coalition anglo-saxonne [9].

En février 2003, la presse orientale s'était émue des déclarations de M. Bolton, en déplacement à Tel Aviv. Le sous-secrétaire d'État avait indiqué, en présence d'Ariel Sharon et de Benjamin Netanyahu, qu'après la guerre contre l'Irak, « *il sera nécessaire de traiter les menaces de la Syrie, de l'Iran, puis de la Corée du Nord* » [10].

Militant d'extrême droite, partisan des « *guerres préventives de désarmement* », John R. Bolton devrait être appelé à de hautes fonctions dans

la seconde administration Bush. Son ami, le sénateur Jesse Helms, disait à son sujet : « *C'est le genre de gars avec lequel je voudrais être quand viendra l'Armageddon* ».

[1] Le National Policy Forum avait été créé par Haley barbour (président du Republican National Committee de 1993 à 1996). Il était initialement présidé par Michael Baroody.

[2] « Taipei Office Handled Gift to GOP Think Tank, Papers Show » par Guy Gugliotta, *The Washington Post*, 22 juillet 1997.

[3] Voir le rapport du Comité des affaires gouvernementales du sénat, *Investigations of Illegal or Improper Activities in Connection with 1996 Federal Elections Campaign*, 10 mars 1998.

[4] Cette affaire ne sera connue qu'en 2000 lorsque le président Chen Shui-bian liquidera les fonds secrets du Bureau de sécurité nationale après le passage en Chine continentale du colonel Liu Juan-chun. Voir « Secret Taiwan Fund Sought Friends Influence Abroad » par John Pomfret, *The Washington Post*, 5 avril 2002.

[5] Source : audition devant la Commission des relations internationales de la Chambre des représentants, 7 juillet 2000.

[6] « North Korea Bans Bolton from Talks », Associated press, 3 août 2003.

[7] John Bolton a réitéré ses imputations lors d'une conférence au Hudson Institute, le 17 août 2004.

[8] « Les États-Unis sabotent le protocole de contrôle » par Robert-James Parsons, *Voltaire*, 22 novembre 2002.

[9] « Le gendarme du monde veut contrôler les océans », *Voltaire*, 4 décembre 2003.

[10] « The New Age of Disarmament Wars » par Ian Williams, *FPIP*, 20 février 2003.

## Voltaire

*Voltaire* est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

**Directeur de la publication** : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

**Prix au numéro** (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$ ; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$ ; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$ ; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

### Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : [www.reseauvoltaire.net/abonnement.php](http://www.reseauvoltaire.net/abonnement.php) .

# Laisser Sharon faire le sale boulot

## Analyse

Dans un entretien qu'il a accordé au *Washington Post*, le général Ariel Sharon défend son plan de « retrait unilatéral de Gaza ». Il se félicite du soutien de l'administration Bush et déplore les menaces de groupes israéliens plus extrémistes que lui. Par ailleurs, il pointe du doigt la puissance de l'Iran et exige une nouvelle fois son désarmement.

La mort dans l'âme, le président du parti de gauche Yahad, Yossi Beilin, annonce dans *Ha'aretz* que, bien qu'opposé à la politique d'Ariel Sharon, il ne votera pas la motion de censure contre lui car il ne veut pas perturber le processus de retrait de Gaza. En effet, selon M. Beilin, la crise économique et sociale que traverse son pays n'est que la conséquence de la guerre perpétuelle que Sharon a lui-même relancé par ses provocations. Pour payer la guerre, l'administration Sharon a coupé, un à un, tous les budgets sociaux. Ainsi, un récent rapport de l'Institut des caisses d'assurance nationale a établi qu'un Israélien sur cinq vit en dessous du seuil de pauvreté. Il conviendrait donc de construire la paix avant de rétablir l'économie. Mais M. Beilin sait parfaitement, et il le reconnaît dans sa tribune, que ce retrait est en fait un acte de guerre supplémentaire, puisqu'il redéfinit unilatéralement les frontières. Toutefois, il affirme son intention de « détourner » le plan Sharon pour en faire une variante de l'Initiative de Genève. Il s'agit-là d'un raisonnement d'une rare malhonnêteté puisque le meilleur moyen de « détourner » ce plan, pour un responsable politique, c'est de faire tomber le gouvernement Sharon. Les choix de M. Beilin trahissent un autre but : laisser faire le sale boulot par le Likoud, même s'il faut pour cela faire patienter les classes sociales les plus défavorisées qu'il prétend représenter.

Dans le *Jerusalem Post*, Natan Sharansky, allié de Sharon, s'interroge, quant à lui, sur la Palestine après Arafat. Avec une étonnante désinvolture, il explique

quel devra être le programme israélien de gouvernement de la Palestine.

À la veille du référendum interne du Parti socialiste français sur l'approbation ou le rejet du Traité constitutionnel européen, des voix personnalités extérieures tentent d'influer le vote des militants.

Dans *Le Monde*, le syndicaliste paysan, José Bové, souligne que ce texte est rejeté par de nombreux syndicats de gauche, dont le sien. En se prononçant pour le « oui », le PS trahirait ses idéaux et se couperait de son électorat.

Dans le même quotidien, l'ancien ministre libéral Alain Madelin se livre à un difficile exercice de funambulisme : il vole au secours de François Hollande (partisan du « oui »). Contrairement à ce que disent ses adversaires, le Traité ne serait pas libéral, mais social-démocrate, parole d'expert ! C'est pourquoi, les socialistes doivent approuver le Traité, comme les libéraux d'ailleurs, mais ces derniers par conviction européenne.

Toujours dans *Le Monde*, trois Premiers ministres européens, le Tchèque Stanilav Gross, l'Allemand Gerhard Schröder et l'Espagnol José-Luis Zapatero, prêtent main-forte à François Hollande qu'ils ont rencontré à Madrid à l'occasion de la conférence des ministres sociaux-démocrates. Ils n'ont à vrai dire aucun argument particulier à faire valoir, sinon que les socialistes français devraient dire « oui » pour ne pas se différencier de leurs camarades européens.

Enfin, le *Guardian* reproduit un extrait des trois leçons magistrales qu'Hans Blix vient de donner à l'université de Cambridge. L'ancien chef des inspecteurs de l'ONU montre que le désaccord entre les Etats-Unis et le Conseil de sécurité fragilise les Nations unies, mais préserve leur crédibilité. En effet, le Conseil n'est pas parvenu à empêcher la guerre, mais en refusant d'avaliser ce crime, il n'a pas trahi les espoirs que l'on mettait en lui.

Réseau Voltaire

## Ariel Sharon



Ariel Sharon est Premier ministre israélien.

### « En rester à la feuille de route »

Source : Washington Post

Référence : « Stay With the Road Map », par Ariel Sharon, *Washington Post*, 28 novembre 2004. Ce texte est adapté d'une interview.

Je pense qu'il était nécessaire de quitter Gaza. Comme nous n'avons pas de partenaire palestinien, nous avons dû le faire unilatéralement. Cela m'a amené à être menacé, mais je ne suis pas inquiet pour ma vie car pendant longtemps les Arabes ont essayé de me tuer également. Il est juste curieux qu'après avoir passé ma vie à défendre les juifs, je dois aujourd'hui m'en méfier.

Aujourd'hui que Yasser Arafat est mort, la reprise des négociations va dépendre de la volonté palestinienne de combattre le terrorisme. De notre côté, nous allons ouvrir les routes et faire quitter les villes à nos troupes pour leur

permettre de voter.

Nous avons d'excellentes relations avec l'administration Bush et nous avons accepté leur « feuille de route » sans qu'il y ait à faire de pressions. D'ici à 2005, il n'y aura plus de colonies à Gaza et quatre seront abandonnées en Samarie. Abu Mazen affirme qu'il ne pourrait pas reprendre Gaza aujourd'hui car il n'aurait pas assez de troupes, mais c'est faux. Il a 30 000 hommes à Gaza. C'est suffisant, mais ils ne font rien contre le terrorisme. Il faut qu'il contrôle ses forces, je ne ferais pas de compromis sur la sécurité d'Israël. Le désengagement va être un processus complexe et c'est pour le mener à terme que je vais me représenter au poste de Premier ministre.

L'Iran fait tout pour acquérir l'arme nucléaire et il semble que les actions de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et des Européens ne soient pas suffisantes. La seule solution est une pression internationale économique et diplomatique. L'Iran a un grand rôle dans le terrorisme contre Israël en soutenant le Hamas, le Jihad islamique et le Hezbollah. L'Iran utilise également les Arabes israéliens pour frapper Israël. La bombe iranienne est une menace qui ne touche pas qu'Israël, mais le monde reste calme.

## Yossi Beilin



Yossi Beilin est ancien ministre de la justice israélien et l'un des principaux négociateurs des accords de Genève. Dissident du parti travailliste israélien, il est président du parti Yahad.

### « Aujourd'hui nous vous sauvons, M. Sharon »

Source : Ha'aretz

Référence : « Today we are saving you, Mr. Sharon », par Yossi Beilin, *Ha'aretz*, 29 novembre 2004.

M. le Premier ministre,

Le fait que le Yahad, que j'ai l'honneur de présider, va sauver votre gouvernement aujourd'hui en ne votant pas une motion de censure m'empêche de dormir la nuit. Nous n'avons pas un iota de confiance en vous. Nous nous souvenons de votre guerre inutile contre le Liban, de vos provocations au Mont du Temple qui ont contribué au déclenchement de l'Intifada. Sous votre gouvernement, le fossé entre riches et pauvres est devenu l'un des plus grands de toutes les démocraties occidentales. Vous avez tenu des discours sur la compassion, tout en laissant Benjamin Netanyahu baisser les impôts des riches et les allocations pour les plus pauvres.

Le désengagement de Gaza, la raison pour laquelle nous ne vous faisons pas tomber aujourd'hui, ne nous réjouit pourtant pas. Nous savons que votre conseiller, Dov Weisglass, disait la vérité et que vous voulez garder la Cisjordanie tout en faisant cesser les critiques internationales et en continuant votre politique d'extension des colonies et d'assassinats ciblés. Malgré tout, nous pensons que ce désengagement peut lancer un processus et créer un précédent pour l'avenir et nous allons le soutenir. Ne comptez pas sur nous pour autant pour rejoindre votre coalition. Nous croyons en notre capacité à détourner votre plan pour le faire correspondre à l'initiative de Genève.



## Natan Sharansky



Ancien dissident soviétique, Natan Sharansky est président et fondateur du parti Yisrael B'Alyia Anglos, membre de la coalition au pouvoir en Israël. Il est ministre sans portefeuille du gouvernement d'Ariel Sharon.

## « Regarder les libertés palestiniennes, pas les sommets »

Source : Jerusalem Post

Référence : « Measure Palestinian freedom, not summits », par Natan Sharansky, *Jerusalem Post*, 29 novembre 2004.

La mort de **Yasser Arafat** replace la paix au centre des préoccupations. Il y a dix ans, les politiciens ont fait le mauvais choix : vouloir faire la paix avec une dictature. Aujourd'hui, il faut instaurer de la liberté dans la société palestinienne. Ce n'est pas un homme fort que nous devons voir s'installer, sans quoi nous aurons un nouvel Arafat. C'est tentant car on peut penser que seul un homme fort serait en mesure de combattre le **Hamas**, mais un régime palestinien non démocratique serait une menace pour Israël par essence. En effet ce type de régime doit toujours mobiliser sa population contre un ennemi extérieur pour garantir sa stabilité. C'est la raison de l'hostilité des régimes arabes à notre encontre. Il faut donc changer de politique en nous inspirant de la fin de la Guerre froide quand le monde libre a cessé de se focaliser sur ce que l'URSS disait de l'Occident pour s'intéresser à la façon dont elle traitait ses sujets. Nous devons également nous pencher sur le sort des Palestiniens et prendre des mesures :

- ▶ Il faut démanteler les camps de réfugiés palestiniens, des camps utilisés comme argument par les pays arabes, et reloger décemment les Palestiniens grâce à une sorte de plan Marshall.
- ▶ Il faut que les autorités palestiniennes cessent de propager la haine contre les juifs et Israël dans leurs programmes télévisés ou leurs livres de classe.
- ▶ Il faut libéraliser l'économie palestinienne.
- ▶ La nouvelle direction palestinienne doit être résolue à combattre le terrorisme avec nous.

Comme dans les élections en URSS, le vainqueur du prochain scrutin palestinien ne sera pas un démocrate, mais il peut amorcer la construction d'une société démocratique. Il faut soutenir les démocrates et rejeter ceux qui ne le sont pas.

José Bové



Figure du mouvement altermondialiste, José Bové est ancien porte parole de la Confédération paysanne, un syndicat agricole français.

## « Pour moi, c'est "non" »

Source : Le Monde

Référence : « Pour moi, c'est "non" », par José Bové, *Le Monde*, 28 novembre 2004.

Le débat sur le projet de Constitution européenne est trop important pour l'enfermer dans les logiques partisanes. Le Parti socialiste et les Verts adopteront définitivement leur position dans les jours qui viennent, mais on voit déjà que les stratégies électorales, les logiques d'alliances et les ambitions personnelles brouillent la discussion. Les raisons du « oui » ou du « non » n'auront pas forcément grand rapport avec le contenu du texte. Pour moi qui suis éloigné des machines électives, c'est « non » en tant que citoyen et syndicaliste.

Ce texte est dangereux et inacceptable. Je suis européen en ce sens que je me bats pour la construction d'une véritable citoyenneté européenne. Ce texte en lui-même avec ses 500 articles mélangeant valeurs de société, organisation des pouvoirs et politiques sectorielles est un document à la fois illisible et incompréhensible. Est-il responsable de proposer à ratification un tel projet en pleine vague d'euro-scepticisme ? Une vraie constitution doit ouvrir la possibilité d'une appropriation par les citoyens. En fait, ce texte prétend, en les intégrant, sacraliser des politiques européennes induites par une vision libérale de l'économie et atlantiste de la défense. De ce fait, le projet a pour conséquence concrète, s'il était adopté, de priver les citoyens d'exercer leur droit légitime à choisir un modèle économique, social et écologique. En privant les citoyens de choix, ce texte est dangereux pour la démocratie.

Les partisans du « oui » agitent volontiers le hochet du droit de pétition qui figurerait dans le traité, mais ce « droit » ne permet qu'à un million de citoyens de faire des propositions à la Commission, ils n'ont toujours aucun pouvoir. En tant que syndicaliste, je note que la Charte des droits fondamentaux, tellement vantée, ignore l'essentiel des droits sociaux et syndicaux. Un seul exemple : si le principe de sécurité sociale est admis, la Constitution ne parle que de « protection sociale adéquate », ce qui ne veut rien dire et exclut d'entrée toute harmonisation par le haut pour les salariés les moins bien protégés d'Europe. Le projet de texte est inscrit dans la ligne de pensée de l'OMC et plus particulièrement de l'idéologie qui sous-tend le fameux **Accord général sur le commerce et les services (AGCS)**, pierre angulaire du démantèlement des services publics en Europe. Avec ce texte, la déréglementation deviendra la règle, comme le propose d'ailleurs un tout récent rapport remis à **Nicolas Sarkozy**. Les partisans du « oui » invoquent souvent le ralliement de la Confédération européenne des syndicats au texte. Il faut cependant savoir que cette instance ne représente qu'elle-même et que, dans tous les pays d'Europe, les organisations syndicales prennent des positions beaucoup plus prudentes, quand elles ne sont pas hostiles.

La Confédération paysanne s'oppose à ce texte comme tout ceux qui veulent une autre Europe. En donnant valeur constitutionnelle à un texte qui s'inscrit dans une démarche diamétralement opposée, les femmes et les hommes de gauche

ne feraient pas que renoncer à ce combat. Ils contribueraient aussi à figer dans le marbre une vision purement mercantile de la société, et donc à vider la politique de son sens. Je souhaite que la front le plus large possible à gauche s'ouvre en faveur du « non ».

## Alain Madelin



Député UMP d'Ille-et-Vilaine, Alain Madelin est ancien ministre français de l'Économie et des finances (1995). Il a participé à la création de la Nouvelle Initiative Atlantique de l'American Enterprise Institute.

### « Fabius en lutte... contre ses propres idées »

Source : Le Monde

Référence : « Fabius en lutte... contre ses propres idées », par Alain Madelin, *Le Monde*, 30 novembre 2004.

Cher Laurent Fabius,

Permettez moi de répondre à votre « non » au projet de Constitution européenne, beaucoup trop libéral à votre goût. Si ce projet est le fruit d'un compromis entre 25 pays, beaucoup de libéraux considèrent comme vos amis **Jack Lang** ou **Robert Badinter** que ce texte est davantage un progrès des idées socialistes. Il serait bon de l'examiner de plus près.

Votre premier argument contre cette Constitution trop libérale, c'est qu'elle ne permettrait pas de lutter contre le dumping fiscal et social. Une bonne Constitution, selon vous, devrait permettre une harmonisation fiscale et sociale entre tous les pays européens en étendant à ces domaines la règle de la majorité. Cette idée trouve parfois quelques partisans dans les rangs du patronat ou de la droite non libérale, mais elle n'est pas sans faille. Elle est clairement protectionniste et vise à imposer notre fiscalité et nos charges aux jeunes démocraties de l'Est, à la traîne de l'Europe au retour de leur expérience socialiste. C'est les condamner au sous-développement, leur interdire de s'enrichir par leur travail. Nous serions alors obligés de contribuer financièrement à leur mise à niveau. Il n'est pas juste de faire croire que la Pologne ou la République tchèque sont responsables de notre chômage. C'est notre déficit de réforme qui est en cause. Beaucoup de pays n'ont pas choisi de moindres prélèvements pour faire du dumping social, mais par choix de société. Il faut vous y faire, le modèle socialiste français s'exporte mal en Europe. Beaucoup de pays n'en veulent pas parce qu'ils pensent que ça ne marche pas, comme le dit **Tony Blair**. Si par malheur ce pouvoir d'harmonisation existait - il est fort heureusement impossible et vous le savez bien -, il conduirait le plus vraisemblablement à l'inverse de vos souhaits : le temps de travail serait allongé, l'ISF supprimé et si la majorité l'emportait dans les décisions de politique étrangère, nous serions aux côtés des Américains en Irak. Pour vous, le projet de traité constitutionnel fait une part trop belle à la concurrence. En fait, il n'y a sur ce point rien de bien neuf. La Constitution européenne s'inscrit dans le droit fil du traité de Rome et de l'Acte unique que vous aviez sagement fait voter. Prétendre que la concurrence met en péril le service public, c'est entretenir la confusion entre service public et monopole public. En voulant mettre la Constitution européenne au service d'un projet socialiste, vous vous trompez sur le rôle d'une Constitution. Vous n'êtes

malheureusement pas le seul à commettre cette méprise : certains comme Jacques Delors ou **Michel Rocard** ont proposé d'inclure dans la Constitution européenne des obligations chiffrées en matière de taux de chômage, d'illettrisme, de pauvreté... avec sanctions à la clé.

L'objet essentiel d'une Constitution n'est pas tant d'organiser le pouvoir que de protéger les individus et les libertés contre l'arbitraire du pouvoir. Le laborieux compromis trouvé sur les pouvoirs respectifs de la Commission, du Parlement et du Conseil n'appelle pas, me semble-t-il, de remise en cause, mais du point de vue du libéralisme politique, la limitation des pouvoirs paraît bien fragile. Je suis un défenseur des principes de subsidiarité et de l'État de droit pour soumettre le pouvoir politique au respect de droits fondamentaux qui lui sont supérieurs. Malheureusement, le principe de subsidiarité est fort mal défini et protégé et la définition des droits fondamentaux protégés par la Constitution européenne est des plus ambiguës. Il est à craindre que cette Charte ne serve de point d'appui à la Cour de justice européenne pour légitimer une extension continue des pouvoirs de l'Union.

Voilà, cher Laurent Fabius, ce qui me fait dire que, du point de vue strictement constitutionnel, ce projet de traité est, au bout du compte, davantage une avancée de vos idées que des miennes. Certes, les libéraux n'ont pas de raison de craindre que la Constitution puisse servir de tremplin à la politique que vous prônez, compte tenu de l'équilibre des forces en Europe et de la mutation partout ailleurs des socialistes vers l'économie de marché et la concurrence. Il est quand même bon de se méfier et de garder un œil prudent sur ce texte. Les libéraux refuseront sûrement de mêler leurs réticences à votre « non » car ils savent que l'Europe a toujours été et reste plus que jamais le moyen de moderniser la société française et de l'ouvrir sur le monde.

## Gerhard Schröder, José Luis R. Zapatero, Stanislav Gross



Gerhard Schröder est chancelier d'Allemagne.



José Luis Rodríguez

### « Oui, trois fois oui à la Constitution européenne »

Source : Le Monde

Référence : « Oui, trois fois oui à la Constitution européenne », par Stanislav Gross, Gerhard Schröder et José Luis Zapatero, *Le Monde*, 27 novembre 2004.

L'intégration européenne est un succès sans précédent dans l'histoire de notre continent et la France a, dès le début, joué un rôle crucial sur cette voie. La France a besoin de l'Europe, et l'Europe a besoin de la France pour un avenir commun. À l'ère de la mondialisation, nous ne pouvons préserver nos particularités nationales et notre modèle de société européen que si nous poursuivons sur la voie de l'intégration européenne. C'est pourquoi nous disons « oui » à cette Constitution européenne qui va consolider notre communauté européenne de valeurs, développer l'Europe sociale et ses fondements démocratiques et former une Europe inclusive et capable d'agir dans l'intérêt de ses citoyens.

La Charte des droits fondamentaux de l'Union va devenir une composante essentielle et obligatoire de la Constitution et tous pourront revendiquer les

Zapatero est président socialiste du gouvernement espagnol.



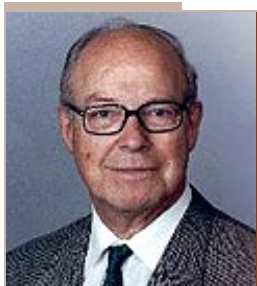
Stanislav Gross est Premier ministre de la République tchèque

Droits qu'elle énonce. La Constitution nous offre la possibilité de codifier et de continuer à développer la dimension sociale de l'Union européenne : une économie de marché sociale ayant pour ambition le plein emploi et le progrès social fait partie des objectifs déclarés de notre Union. La Constitution crée, à l'échelon européen, une base juridique pour les services d'intérêt économique général, en garantissant que le fonctionnement de ces services sera conçu de façon à ce qu'ils puissent remplir leurs tâches. Les partenaires sociaux voient leur rôle également inscrit dans la constitution. Avec ce texte, l'Union sera plus efficace et plus démocratique. Elle va devenir plus compréhensible et les instruments et procédures compliqués, en vigueur jusqu'à présent, seront simplifiés. Les Parlements nationaux obtiennent des droits de contrôle améliorés.

Le traité constitutionnel a été signé quelques mois seulement après l'adhésion de dix nouveaux membres à l'Union européenne. La famille européenne devenue nombreuse s'est ainsi profondément enrichie, mais il faut également de nouvelles règles en matière de criminalité, de lutte contre le terrorisme et de compétitivité économique

Nous tous en Europe pouvons être satisfaits du résultat auquel la Convention et la Conférence intergouvernementale sont parvenues. La Constitution ne comporte que des progrès et n'introduit aucun recul. Nous aurons une Europe plus démocratique, plus solide et plus efficace.

## Hans Blix



Hans Blix est ancien président exécutif de l'United Nations Monitoring, Verification and Inspection Commission.

### « La Guerre d'Irak a blessé l'ONU mais cela ne lui sera pas fatal »

Source : The Guardian

Référence : « The Guardian, 29 novembre 2004. Ce texte est adapté d'un discours prononcé au Lauterpacht Research Centre for International Law-><http://www.law.cam.ac.uk/rcil/blix2004/>" class="spip\_out">The Iraq war wounded the UN, but it won't be fatal de l'université de Cambridge.

Les résultats d'un examen du fonctionnement de l'ONU conduit par une commission désignée par **Kofi Annan** seront bientôt publiés. Il ne fait pas de doutes qu'il est important de traiter toute une série de questions, mais le fait que le membre le plus puissant de l'organisation montre du mépris pour elle ne facilite pas le débat intergouvernemental.

Nous avons appris avant l'invasion de l'Irak que pour l'administration états-unienne, le Conseil de sécurité de l'ONU avait le choix entre voter en faveur de l'action des États-Unis ou ne plus être compétent. Dans un sens, l'invasion sans soutien du Conseil de sécurité de l'ONU est une baisse de prestige pour cet organe, mais cela peut être aussi vu comme le sauvetage de sa crédibilité et de sa respectabilité. Comment le monde aurait-il pu respecter cette institution si elle avait accepté une action armée pour éradiquer des armes de destruction massive qui n'existaient pas ?

Aujourd'hui, l'opinion publique mondiale considère que l'invasion de l'Irak était un erreur, au mieux. Beaucoup d'Américains, si ce n'est une majorité,

soutiennent cette vision. Toutefois, **George W. Bush** a pris sa réélection comme un soutien à sa politique en Irak et à son mépris pour l'ONU et les **Républicains ont poursuivis leurs attaques contre l'ONU**. Les États-Unis présentent l'ONU comme corrompue en s'appuyant sur le programme « **pétrole contre nourriture** », pourtant supervisé par le Conseil de sécurité. C'est un moyen de décrédibiliser l'ONU.

Depuis la fin de la Guerre froide, les Russes et les Chinois ne font plus d'obstruction systématique et il est possible d'obtenir des décisions du Conseil de sécurité, même si l'atmosphère est empoisonnée. Dans l'analyse du fonctionnement de l'ONU, il a été suggéré de transformer les circonstances de l'usage de la force, mais je en suis pas optimiste pour les amendements proposés, ni sur leur nécessité. Le Conseil de sécurité reste une institution vitale, mais il aurait plus d'autorité si sa composition était modifiée. Il faut que les pays disposant de moyens de pression économique, alternatifs à l'usage de la force, soit mieux représentés et que le Conseil représente une plus grande part de la population mondiale.